



Department of Finance  
Canada

Ministère des Finances  
Canada

# ***Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – automne 2022***

## **Résumé**

### **Préparé à l'intention de Finances Canada**

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-221039/001/CY

Valeur du contrat : 279 189,10 \$ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 6 septembre 2022

Date de livraison des services : 25 novembre 2022

Numéro d'enregistrement : ROP 038-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec  
Finances Canada à l'adresse : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)

**This summary is also available in English.**

**Canada**

## **Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie – automne 2022 – Résumé**

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Novembre 2022

### **Permission de reproduire**

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Finances du Canada, 2022.

N° de catalogue : F2-289/2023F-PDF

ISBN 978-0-660-46404-6

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy - fall 2022 – Executive Summary*

N° de catalogue : F2-289/2023E-PDF

ISBN 978-0-660-46403-9

## Résumé du rapport

### Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'automne 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès de la population canadienne. La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens et Canadiennes en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays et aux enjeux émergents, ainsi que leurs attentes quant au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer leur qualité de vie. Plus précisément, le présent rapport analyse les attitudes actuelles de la population canadienne à l'égard de certains sujets, notamment :

- l'état de l'économie;
- l'inflation et le coût de la vie;
- les facteurs de stress financier;
- les enjeux fiscaux tels que le déficit et le système d'imposition;
- l'offre et l'abordabilité des logements;
- les priorités pour l'Énoncé économique de l'automne.

### Méthodologie

#### Collecte de données qualitatives

Environics Research a mené, en septembre et en octobre 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe visant à évaluer les opinions des Canadiens et Canadiennes quant à l'état actuel de l'économie. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom, et deux séances, l'une auprès de participants à revenu élevé et l'autre, de participants à revenu plus faible, ont été organisées dans chacune des régions suivantes : en Ontario (le 29 septembre), dans les Prairies (le 3 octobre), en Colombie-Britannique (le 4 octobre), au Québec (le 5 octobre) et dans les provinces de l'Atlantique (le 6 octobre). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient de six à huit personnes (sur les huit recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 \$ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence.

**Limites :** L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

## Collecte de données quantitatives

Environics a mené, du 23 septembre au 4 octobre 2022, un sondage en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens et Canadiennes adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.* La répartition régionale des sondages est décrite ci-dessous.

Répartition régionale	Total	C.-B./Yn	Alb./ T.N.-O.	Sask.	Man./Nt	Ont.	Qc	Atl.
N <sup>bre</sup> d'entrevues achevées	2 106	330	283	117	124	625	420	207
% d'entrevues achevées	100 %	16 %	13 %	6 %	6 %	30 %	20 %	10 %

Le présent rapport comprend un résumé des principales constatations tirées de l'étude, suivi d'une analyse approfondie des données issues des séances de discussion et du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions, en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

## Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 279 189,10 \$ (TVH incluse).

**Utilisation des constatations de la recherche.** En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens et Canadiennes, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

## Principales constatations – phase qualitative

### A. Perceptions de l'économie canadienne

La plupart des participants aux séances de discussion ont manifesté leur pessimisme et leur inquiétude quant à l'économie canadienne. Les enjeux les plus souvent mentionnés spontanément étaient l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le logement abordable, le thème commun étant la hausse du coût de la vie. Les Canadiens et Canadiennes ont souvent de mauvaises surprises en voyant le prix des articles courants, et la majorité a dit s'attendre à ce que le prix des biens essentiels, comme les produits d'épicerie et l'essence, continue d'augmenter, devenant de plus en plus inabordable.

Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'économie du pays en un mot, les participants ont eu tendance à évoquer des sentiments d'incertitude et de pessimisme, choisissant des termes comme « effrayante », « en difficulté », « difficile » et « chère ». Parmi les autres mots mentionnés moins fréquemment, notons « incertaine »,

« précaire », « inflation », « récession », « survie », « décevante », « faible », « peu prometteuse » et « en surchauffe ». Certains termes étaient plus neutres ou positifs : « passable », « cela dépend », « prévisible », « stable » et « en reprise ».

Les attitudes à l'égard de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre et dans les deux groupes de revenu, les participants se sentant incertains et peu optimistes quant à l'état actuel de l'économie canadienne et s'inquiétant de l'avenir. La plupart estimaient qu'il pourrait falloir encore quelques années avant que l'économie ne se remette des difficultés actuelles. La majorité des participants aux séances de discussion anticipaient une reprise lente, plusieurs avançant qu'il faudra au moins quelques années avant que nous n'assistions à un certain redressement relativement à l'inflation et aux taux d'intérêt. Les gens étaient d'avis qu'il faut « attendre que cela passe », que la situation allait nécessairement s'aggraver avant de s'améliorer. On a observé un certain optimisme résiduel à la suite de l'amélioration connue par l'économie après les confinements liés à la pandémie, mais ce sentiment s'est estompé par rapport à ce qu'il était au début de l'année.

## **B. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie**

Lorsqu'on leur a demandé des exemples de choses qui sont devenues de moins en moins abordables, les participants ont le plus souvent indiqué les produits d'épicerie, suivis de l'essence et des services publics. Plusieurs personnes ont dit avoir trouvé des moyens de faire face à la hausse des prix. On a mentionné utiliser des coupons, manger moins souvent au restaurant, modifier ses habitudes d'alimentation et faire des achats en grosses quantités. Parmi les autres moyens utilisés pour faire face à la hausse du coût de la vie, notons le fait d'utiliser moins souvent son véhicule et d'être plus efficace dans ses déplacements, l'achat de biens d'occasion plutôt que de produits neufs et la réduction des dépenses discrétionnaires en général. Certains ont dit cumuler plusieurs emplois, d'autres remettent certains achats ou encore s'endettent.

Les participants aux séances de discussion étaient largement conscients que plusieurs facteurs se trouvent à la source de l'inflation; ils ont le plus souvent nommé les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries de marchandises liées à la pandémie. Ces causes étaient suivies par la cupidité des entreprises et l'idée que celles-ci tentent de se remettre des pertes accusées durant la pandémie, invoquant l'inflation pour justifier l'augmentation de leurs prix. Plusieurs participants étaient aussi d'avis que l'inflation est au moins en partie motivée par des enjeux mondiaux comme la guerre en Ukraine et la situation économique d'autres pays. Certains avaient l'impression que l'inflation découlait des trop grandes dépenses gouvernementales durant la pandémie et que la Banque du Canada avait imprimé trop d'argent.

De nombreux participants se sont dits inquiets des répercussions de la hausse des taux d'intérêt, et ils comprenaient souvent mal la façon dont des taux plus élevés, une mesure considérée comme entraînant l'augmentation des dépenses quotidiennes de la population, pourraient également réduire l'inflation et rendre la vie plus abordable.

## **C. Mesures favorisant l'abordabilité**

On a demandé aux participants de quelle façon le gouvernement fédéral pourrait rendre la vie quotidienne plus abordable. Plusieurs ont eu de la difficulté à trouver des idées de mesures qui pourraient être adoptées. Certains ont suggéré d'abaisser l'impôt sur le revenu ou les taxes de vente, de réduire ou d'éliminer la taxe carbone, d'accorder des subventions aux familles à faible revenu, de fixer un plafonnement du prix des biens essentiels et d'investir dans les logements abordables.

Peu de gens avaient entendu parler des nouvelles initiatives annoncées par le gouvernement fédéral qui pourraient rendre la vie plus abordable. Lorsqu'ils ont été questionnés précisément à ce sujet, plusieurs se sont souvenus du programme de soins dentaires pour les familles à faible revenu, et certains avaient également entendu parler de l'augmentation du remboursement de la TPS. Très peu connaissaient le crédit pour les logements. De nombreux participants à revenu moyen et élevé ont supposé que les mesures en place ne s'appliquaient probablement pas à eux puisqu'ils se trouvent au-dessus du seuil de faible revenu.

#### **D. Préoccupations relatives au logement**

L'abordabilité du logement constitue une importante préoccupation, évoquée tant lors des discussions sur l'économie générale que dans celles sur les taux d'intérêt et l'abordabilité. Les préoccupations liées au logement ont été soulevées très souvent dans toutes les régions, il ne s'agit plus d'un enjeu se retrouvant principalement dans les grandes villes, ou encore en Ontario et en Colombie-Britannique. Ce problème touche maintenant toutes les régions du pays. Plusieurs personnes ont mentionné que, durant la pandémie, le prix du logement et les loyers ont augmenté même dans les communautés plus petites.

Lorsqu'on leur a demandé quelle est leur principale préoccupation en matière de logement, une majorité écrasante de participants indiquent le coût et l'abordabilité. Plusieurs ont dit se demander si les jeunes et les générations futures seront en mesure d'accéder à la propriété, et de nombreux participants s'inquiétaient de leur propre capacité à devenir un jour propriétaires, éliminant l'accès à la propriété de la liste des possibilités compte tenu des coûts actuels et de l'incertitude quant à l'avenir. Les participants ont également manifesté leur inquiétude quant à la disponibilité des logements, à la hausse des taux d'intérêt et à l'entretien.

Les personnes au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix.

Dans les groupes à revenu plus élevé, la plupart des participants étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci auraient un jour les moyens de vivre là où ils veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires, de même que sur la hausse des coûts hypothécaires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure.

#### **E. Préoccupations relatives au déficit et à la dette**

La plupart des participants étaient vaguement conscients du déficit et de la dette du Canada. En général, ils n'étaient pas particulièrement inquiets de ces enjeux et n'avaient pas l'impression d'être personnellement touchés par la dette nationale. Ils se préoccupaient beaucoup plus de leurs dettes personnelles que de celles du gouvernement. La majorité des participants jugeaient le déficit du Canada normal et inévitable, surtout compte tenu des dépenses nécessaires durant la pandémie. Les participants ont souvent été soulagés de savoir que la dette et le déficit du Canada étaient inférieurs à ceux des autres pays du G7.

Certaines personnes préoccupées par ces enjeux ont dit s'inquiéter des répercussions que cela pourrait avoir sur les générations futures. Même chez les gens qui convenaient qu'il était parfois nécessaire pour le gouvernement d'afficher un déficit, tous s'entendaient pour dire qu'un plan devait être mis en place pour pouvoir tôt ou tard le maîtriser. Certains étaient d'avis que le gouvernement devait mieux contrôler ses dépenses, surtout celles hors

du Canada destinées à l'aide à l'étranger. Personne ne souhaitait toutefois la mise en place de mesures radicales visant à éliminer rapidement le déficit.

## F. Les priorités pour l'automne

De l'avis des participants, l'Énoncé économique de l'automne devrait reconnaître que la population canadienne fait face à des difficultés et être axé sur l'abordabilité. Les gens souhaitent entendre parler de transparence accrue et qu'on leur donne espoir pour l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé de nommer des initiatives précises qu'ils aimeraient voir incluses dans l'Énoncé, les participants ont mentionné des mesures telles que les baisses d'impôts, la mise en œuvre d'un revenu national garanti, l'augmentation des investissements dans l'avenir des jeunes, l'allègement de la dette étudiante et de meilleures perspectives d'emploi, des mesures de soutien à l'intention des familles à revenu faible et moyen et des programmes sociaux pour aider les gens dans le besoin.

Les opinions étaient partagées quant à savoir si l'Énoncé économique de l'automne devrait être axé sur les priorités à court terme ou encore à moyen et à long terme. Même si la plupart des gens jugeaient que l'Énoncé devrait miser sur une stratégie économique à long terme, plusieurs étaient d'avis qu'une perspective à plus court terme était nécessaire pour s'attaquer aux graves problèmes d'abordabilité auxquels font face les Canadiens et assurer une stabilité au lendemain de la pandémie.

## Principales constatations – phase quantitative

### A. Évaluation de l'économie

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, deux répondants sur dix (21 %) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et plus de quatre personnes sur dix (43 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4).

Partout au pays, une minorité de Canadiens continuent d'évaluer leur économie provinciale de façon positive; une majorité relative de répondants dans la plupart des régions fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents du Québec, qui sont partagés entre des opinions négatives ou neutres à cet égard. La moitié des résidents des provinces de l'Atlantique évaluent négativement l'économie de leur province.

Huit Canadiens sur dix (79 %, en hausse par rapport aux 69 % du sondage de février-mars) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie. Les trois quarts des répondants (77 %) ont une impression négative du prix actuel de l'essence, tandis que près de six personnes sur dix (58 %) évaluent négativement le coût des services publics.

Plus de quatre personnes sur dix (43 %, en hausse par rapport aux 31 % du début de l'année) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement abordable arrive en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu plus d'une personne sur dix (13 %). Sept pour cent mentionnent maintenant précisément la hausse des taux d'intérêt.

### B. Mesures gouvernementales

Une majorité relative de 37 % des Canadiens et Canadiennes croient qu'il faudra un ou deux ans pour que la période actuelle de forte inflation soit maîtrisée. Deux personnes sur dix sont d'avis qu'il faudra un an ou moins, tandis que le quart des répondants estiment qu'il faudra plus de deux ans et 6 %, que cette situation est permanente.

La plupart des Canadiens sont convaincus que les politiques du gouvernement fédéral peuvent avoir une très grande influence sur le taux d'inflation; en effet, un peu moins de six personnes sur dix (57 %) affirment que cet énoncé est celui qui se rapproche le plus de leur point de vue. Environ le quart (23 %) des répondants jugent quant à eux que le taux d'inflation est principalement déterminé par des facteurs mondiaux et que les politiques gouvernementales n'ont que peu d'influence à ce sujet. Un pourcentage significatif de 20 % sont incapables de se prononcer.

Lorsqu'on leur demande d'évaluer 12 enjeux dont le gouvernement fédéral devrait tenir compte au moment de prendre ses décisions budgétaires, ceux considérés comme les plus importants sont liés au fait de maîtriser le coût de la vie (88 %) et l'inflation (84 %), de rendre le coût de la vie plus abordable (88 %) et d'améliorer le système de soins de santé (87 %).

### C. Bien-être financier

La moitié des Canadiens et Canadiennes (50 %, en hausse par rapport aux 43 % du début de l'année) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (30 %) se disent neutres à cet égard, tandis que deux répondants sur dix (20 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

La hausse du coût de la vie représente encore une fois la plus importante source de stress parmi les facteurs évalués, plus de quatre personnes sur dix la considérant comme une source de stress majeure (82 %, une source de stress au moins modérée, en hausse par rapport aux 73 % de février-mars 2022), tandis que les trois quarts (75 %) des répondants éprouvent au moins un certain stress en raison de la qualité du système de santé. Sept personnes sur dix (71 %) sont préoccupées par le coût des produits d'épicerie. Les Canadiens et Canadiennes sont en revanche moins stressés par le terrorisme (34 %), leur capacité de payer leurs factures mensuelles (33 %), le manque d'occasions d'avancement professionnel (32 %) ou leur sécurité d'emploi (29 %).

Chez les parents, trois personnes sur dix (31 %) s'inquiètent beaucoup de savoir si leurs enfants seront en mesure de s'offrir un endroit où rester lorsqu'ils seront plus âgés, tandis que le quart (26 %) considèrent la qualité de l'environnement lorsque leurs enfants seront plus âgés comme une source majeure de stress.

Plus du tiers des Canadiens (36 %) sont maintenant au moins un peu *moins* convaincus qu'ils arriveront à payer leurs factures et à se procurer les choses dont ils ont besoin, comparativement à l'année dernière. Un peu plus d'une personne sur dix se dit au moins un peu plus confiant à ce sujet, tandis que la moitié sont tout aussi confiants qu'ils l'étaient l'année dernière.

Lorsqu'on leur demande de nommer la dépense qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour eux de joindre les deux bouts, le quart des répondants indiquent les produits d'épicerie (24 %) tandis qu'un autre quart, le logement (24 %). Moins d'une personne sur dix mentionne que l'essence (8 %) ou les services publics (7 %) sont les dépenses les plus difficiles à payer. Trois répondants sur dix affirment n'avoir actuellement aucune difficulté à payer leurs dépenses.

Trois personnes sur dix (29 %, un pourcentage quelque peu en baisse par rapport aux 34 % plus tôt dans l'année) s'inquiètent beaucoup ou un peu à l'idée qu'un membre de leur ménage ou eux-mêmes perdent leur emploi.



## D. Impôt et politique fiscale

La majorité des gens sont d'accord (notes de 7 à 10) avec la plupart des énoncés concernant la façon dont le gouvernement fédéral aborde les enjeux fiscaux, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour l'énoncé selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (71 %). Les deux tiers (66 %) des répondants estiment que le gouvernement fédéral devrait fournir aux provinces un financement plus permanent pour les soins de santé, même si cela fera augmenter le déficit.

Trois nouveaux énoncés ajoutés à cette vague obtiennent l'accord d'une minorité : le gouvernement fédéral tente de soutenir les Canadiens en période de difficultés économiques (43 %), comprend les enjeux économiques auxquels est confrontée la population (35 %) et devrait offrir plus de soutien financier pour aider l'Ukraine à se défendre contre la Russie, même si cela ferait augmenter le déficit (32 %).

Les trois quarts des répondants estiment que les grandes sociétés (77 %, en hausse de sept points de pourcentage depuis février-mars) et les membres du 1 % le plus riche (74 %) devraient payer plus de taxes et d'impôts. Sept personnes sur dix (70 %) croient aujourd'hui que les institutions financières devraient payer plus, alors que six sur dix étaient de cet avis au début de l'année. Comme dans la vague précédente, environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises (51 %) et les membres de la classe moyenne (51 %) paient un montant approprié en taxes et en impôts, tandis que six répondants sur dix (59 %) croient que les personnes à faible revenu devraient en payer moins.

## E. Logement

Plus de huit Canadiens sur dix (83 %) sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept personnes sur dix (71 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Le quart (25 %) des répondants sont en accord avec l'énoncé selon lequel il serait facile pour une personne cherchant à acheter une propriété aujourd'hui de trouver un endroit abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Les trois quarts (77 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires, et un peu plus de la moitié (53 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables. Chez les locataires, un peu plus de la moitié (53 %) des répondants trouvent qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'acquérir une propriété dans l'avenir, et quatre personnes sur dix (39 %) jugent leur loyer abordable.

Comme c'était le cas en février et en mars de cette année, lorsqu'il est question du logement, les gens croient que le gouvernement fédéral devrait en priorité chercher à accroître l'accessibilité à des logements abordables (76 %), puis continuer d'offrir des mesures de soutien aux acheteurs d'une première propriété (74 %). Sept personnes sur dix considèrent chacune de ces quatre politiques comme une priorité : accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (71 %), prolonger l'interdiction temporaire d'achat de propriétés par des étrangers (71 %) et rendre les paiements hypothécaires plus abordables (69 %).

## Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh  
Vice-président, Affaires publiques  
Environics Research Group  
[derek.leebosh@environics.ca](mailto:derek.leebosh@environics.ca)  
416 820-1963

**Nom du fournisseur :** Environics Research Group  
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-221039/001/CY  
Date du contrat initial : 6 septembre 2022  
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : [por-rop@fin.gc.ca](mailto:por-rop@fin.gc.ca)